

Décentralisation en danger

La décentralisation est en danger. À l'occasion du congrès d'Aubervilliers, François Rebsamen, président de la FNESR (Fédération Nationale des Élu.es Socialistes et Républicains), a publié une contribution thématique pour mettre en garde contre les menaces qui pèsent sur la décentralisation et appeler les socialistes à faire preuve d'audace pour la préserver.



Renouons avec l'audace

La décentralisation, qui existe depuis 1982, fait partie de notre paysage institutionnel. Les moins de 40 ans ne se souviennent pas du rôle joué jusqu'au début des années 80 par les préfets dans les départements. Et pourtant quel combat pour y parvenir! Il a fallu toute la ténacité de François Mitterrand, Pierre Mauroy et Gaston Defferre pour faire entrer dans la loi ce que des militants comme Louis Le Pensec avaient imaginé tout au long des années 70 : des collectivités de plein exercice, démocratiques, décidant au plus près des citoyens.

« C'est avec cette audace, celle d'une transformation sociale émancipatrice, qu'il nous faut aujourd'hui renouer », appelle François Rebsamen.

« Cette exigence est rendue d'autant plus nécessaire que notre pays fait désormais face à une menace de recentralisation ». Et le président de la FNESR d'énumérer les annonces qui accréditent sa thèse : suppression de la taxe d'habitation, dogme de la baisse des dépenses imposées aux collectivités, réduction du nombre de fonctionnaires, baisse brutale des contrats aidés, discours stigmatisant les élu.es locaux...

Pourtant, Gaston Defferre avait prévenu, dès 1981, que des résistances apparaîtraient de la part de ceux qui estiment toujours que le pouvoir doit

se transmettre héréditairement et que seule une partie de la population ayant reçu la bonne éducation est en capacité de diriger le pays.

Face à cette menace de recentralisation, François Rebsamen appelle le PS à être à l'offensive, « **inventer un nouvel horizon tout en soldant les difficultés actuelles** ».

C'est ainsi que le texte propose d'aller « **au bout de la logique de la suppression de la tutelle** » et de mettre fin « **au régime archaïque et infantilisant du contrôle de légalité** » en le réservant uniquement aux marchés publics.

Il demande également une loi d'orientation pluriannuelle propre aux collectivités de manière à donner de la lisibilité aux décideurs locaux.

Au-delà de mesures spécifiques, il est essentiel d'entrer dans une nouvelle ère des relations entre État et collectivités territoriales. Faire, enfin et pleinement, confiance aux territoires ne signifie pas faire entrer le loup dans la bergerie, mais entretenir une relation adulte. Les élus locaux y sont prêts, comme en témoignent les responsabilités qu'ils exercent déjà mais aussi leur coopération quotidienne avec tous leurs partenaires, dont l'État.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 15/02/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Modèle allemand?

Il n'y a pas si longtemps, le modèle allemand était paré de toutes les vertus pour le patronat français. C'est vers l'Est qu'il fallait regarder et s'inspirer du « bon sens » allemand. Outre Rhin, au moins les salariés savaient faire preuve de flexibilité, les entreprises n'étaient pas sans cesse soumises à des normes tatillonnes etc.

Mais ça, c'était avant... Avant qu'IG métal fasse grève et qu'un accord permettant aux salariés de travailler 28 heures par semaine ne soit signé dans la métallurgie allemande. Et là, pour Pierre Gattaz, il n'est plus question d'imiter les Allemands. Conclusion : l'exemple allemand n'est pertinent que lorsqu'il accrédite les thèses du patronat français. CQFD.

PS29

Chiffre de la semaine

13 ans

C'est, selon l'INSEE, la différence d'espérance de vie entre les hommes les plus aisés et les plus modestes.

Logement : plus motivés que jamais !

« Nous avons fait le choix de continuer une politique volontariste pour le logement et l'habitat des Finistériens ». Lors de la session budgétaire du Conseil départemental, Jean-Paul Vermot, délégué à l'Habitat et au Logement, a tenu un discours résolument offensif pour décrire l'ambition du Département dans le domaine du logement.



Nous sommes résolument combattifs

Les mauvais coups portés aux acteurs du logement sont d'autant plus difficiles à accepter que, « depuis des années, le Conseil départemental du Finistère fait figure de bon élève, voire de très bon élève, en matière de politique du logement », a rappelé l' élu du canton de Morlaix. C'est ainsi que le Département a réorganisé ses moyens pour créer l'AMEE (Aide à la Maîtrise et

à l'Économie d'Énergie), soulignée par le Délégué régional de la Fondation Abbé Pierre à Carhaix, comme un des trop rares nouveaux outils développé par un Conseil départemental contre le mal logement.

Le SDIME (Service Départemental d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie) voté à l'unanimité a permis de tripler la capacité d'intervention auprès des Finistériens en difficulté avec la VEE (Visite Eau Énergie).

« Ces mesures divisent par trois le résultat de notre office HLM ! »

Création encore, d'un financement spécifiquement finistérien pour construire des logements sociaux à très bas coût de loyer (PLUS LM29).

« C'est ainsi que nous concevons notre action et que nous désirons l'amplifier. Dès lors, nous avons demandé, de manière volontaire, à renouveler notre délégation des aides à la pierre pour le financement de l'amélioration de l'habitat et le développement du logement social. La discussion avec l'État nous amène à augmenter notre objectif sur ce premier volet, l'amélioration de l'habitat et un maintien des objectifs de production de logements sociaux. »

Or, « la Loi de Finances a créé la RLS (Réduction de Loyer de Solidarité) et institue le relèvement à 10% du taux de TVA applicable aux constructions HLM... Ces mesures divisent par trois le résultat de notre office HLM ! », a insisté Jean-Paul Vermot. « D'un côté, dans la discussion sur la nouvelle délégation des aides à la pierre, l'État maintient les objectifs de logements sociaux à 480, mais, en "cassant" les résultats de notre outil départemental, comme des autres d'ailleurs ».



Un objectif de 480 logements

Pourtant, c'est bien un esprit combatif qui anime le Conseil départemental qui va redoubler d'efforts pour répondre, avec les communautés de communes, aux attentes des Finistériennes et des Finistériens.

Les objectifs du Département

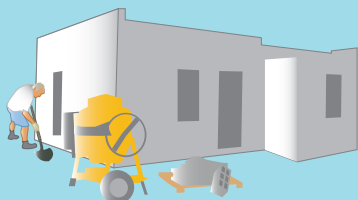
Le Conseil départemental s'est fixé quatre objectifs en matière de logement.



Connaître et agir avec les territoires. Anticiper les évolutions et agir avec les territoires.



Mieux prendre en compte l'impact de l'habitat sur l'environnement.



Adapter l'offre d'habitat neuf et ancien aux besoins des territoires.



Favoriser l'accès et le maintien dans le logement.



Paroles militantes

Pour toi, c'est quoi un bon élu ? Voilà, à brûle pourpoint, le type de questions auxquelles ont répondu les participants à la réunion animée par Mélanie Thomin et Jacques Le Roux qui s'est tenue à Châteaulin, le 2 février.

« **L**e but était de recueillir la parole militante afin d'en tirer des propositions qui seront soumises aux candidats au poste de Premier secrétaire ou des amendements soumis aux votes des délégués au congrès fédéral », explique Mélanie Thomin. L'innovation réside dans la manière dont les adhérents sont invités à s'exprimer.

Les animateurs avaient préparé plusieurs post-it sur lesquels étaient inscrits des débuts de phrases. Aux participants qui les piochent de les terminer et d'illustrer leur propos avec une anecdote. Exemples : « Pour toi un bon élu c'est... » ou « Un moment de convivialité au PS... » ou encore « Quand je ne suis pas d'accord avec le PS... ».

« Cette nouvelle méthode, ludique, fonctionne très bien », se félicite Mélanie Thomin. En effet, tous les adhérents ont des anecdotes à raconter sur leur vie militante.

Un bon élu, c'est un élu qui accomplit son mandat consciencieusement pour mettre en œuvre le programme que les électeurs ont validé. Qu'il siége dans les rangs de la majorité ou de l'opposition ne change rien à l'affaire. Mais un bon

élu doit rendre compte de son action, auprès de ses concitoyens mais aussi des adhérents du PS car il ne doit jamais oublier qu'ils ont participé à son élection.

Les moments de convivialité, sont importants. Il est indispensable d'en provoquer, tant à l'échelon local que fédéral.

Et quand on n'est pas d'accord ? Que faire pour éviter de revivre les événements douloureux de l'automne ? Comment permettre la convocation d'un Conseil fédéral lorsque la situation l'impose ? Il n'est pas possible qu'un Premier secrétaire fédéral, seul contre tous, puisse l'empêcher de se réunir, comme cela s'est passé avec Marc Coatanéa.

Ces « paroles militantes » seront traduites en propositions. Elles seront soumises aux candidats au poste de Premier secrétaire fédéral et pourront se transformer en amendements aux statuts fédéraux afin d'améliorer le fonctionnement de la Fédération.



Une réunion ludique et en même temps sérieuse

En savoir plus

Les élu.es du Finistère demandent audience au Président



« Le rapport Duron n'est plus d'actualité pour ce qui concerne l'Ouest ». La présidente du Conseil départemental, Nathalie Sarrabezolles, et les trois président.e.s des groupes politiques de la collectivité se sont félicités de cette prise de position du président de la République rapportée par la presse.

Elle indique également que « les propositions du Pacte d'accessibilité pour la Bretagne serviraient de base de travail au gouvernement ».

Conformément à la volonté des 54 conseillers départementaux, mais également de beaucoup de collectivités locales bretonnes dont, en premier lieu, la

Région Bretagne, le pacte d'accessibilité doit être le document de base d'un travail co-construit avec l'État pour décliner les projets aéroportuaires, ferroviaires, routiers et numériques dans le Finistère et en Bretagne.

Les conseillers départementaux se déplaceront à Paris, le mercredi 7 mars, et demandent à cette occasion une audience auprès du président de la République pour être force de proposition dans le travail qui va être engagé sur l'accessibilité pleine et entière de la Bretagne.

Fonction publique



Le 6 février, Maryvonne Blondin a interpellé le secrétaire d'État auprès

du ministre de l'Action et des Comptes publics.

« Édouard Philippe a annoncé des pistes, dont l'extension du recours aux contractuels - alors que les syndicats réclament un nouveau plan de titularisations - ainsi qu'un plan de départs volontaires pour les agents de la fonction publique. Avec le gel du point d'indice et le rétablissement du jour de carence, les fonctionnaires n'ont cessé d'être pointés du doigt », a rappelé la sénatrice du Finistère.

Dans sa réponse évasive, le secrétaire d'État a évoqué une concertation avec les syndicats et rappelé que les départs volontaires sont possibles depuis neuf ans et concernent 700 et 1 300 fonctionnaires chaque année. Cette réponse n'a pas rassuré la sénatrice : « Pas moins de 120 000 fonctionnaires vont disparaître d'ici cinq ans. Allez le dire dans les Ehpad, dans l'Éducation nationale ! Une des clefs de la modernisation de la fonction publique est un management efficace. Vos annonces vont à rebours de ce qu'il faudrait faire ! ».

10 mars

14h00 : Assemblée générale de présentation des textes d'orientation, à l'Espace François Mitterrand à Pont-de-Buis.

Gérard Fuchs

Dans Mondialiser la Gauche (L'Harmattan), Gérard Fuchs, ancien député, responsable du secteur Asie à la Fondation Jean-Jaurès, explique les enjeux du débat que doivent engager les socialistes et plaide pour un rassemblement politique, syndical et associatif à l'échelle internationale.

Cap Finistère : Pour toi, le rapport de la Gauche à la mondialisation doit être au cœur des débats de la Refondation ?

Gérard Fuchs : La mondialisation libérale dans laquelle nous avons été progressivement immergés depuis la décennie 70, a eu des effets sociaux dévastateurs dont les socialistes n'ont pas pris suffisamment la mesure. Ils expliquent pourtant largement l'éloignement progressif d'une partie de notre électorat. J'ai été confronté pour ma part, comme député, au licenciement de 400 ouvrières du textile. J'ai fait le maximum avec un sentiment de quasi impuissance. C'est un moment de ma vie que je n'ai pas oublié, elles non plus !

La situation a, de plus, créé une fracture politique à Gauche, qui n'a fait que s'agrandir au fil des années : d'un côté ceux qui, sans trop le clamer, pensaient qu'il n'y avait pas d'autre solution que de s'adapter au moindre mal ; de l'autre ceux qui, en le clamant de plus en plus fort, envisageaient un repli sur l'hexagone ! Je refuse le premier chemin, le second me paraît irréaliste, le livre qui me vaut cette interview en propose un troisième : imposer des règles à la mondialisation actuelle. Je n'imagine pas un Congrès qui n'aborderait pas ces questions !

Cap Finistère : Comme bien souvent, on en revient toujours aux choix de François Mitterrand en 1983.

Gérard Fuchs : Je pense que l'Histoire lui donnera raison. Il a considéré que l'Europe était une dimension indispensable pour construire un autre modèle de société que les modèles américain ou soviétique et qu'il ne fallait pas rompre avec elle. Mon regret demeure qu'il n'ait pas expliqué le pourquoi de sa décision : ceux qui l'avaient fait élire étaient, j'en suis sûr, encore prêts à l'écouter et, pour beaucoup, à le comprendre !

Cap Finistère : Peut-on trouver, chez les autres partis sociaux-démocrates du monde, des éléments de réponse ?

Gérard Fuchs : La sociale-démocratie a apporté beaucoup de progrès : une éducation gratuite pour tous, l'impôt progressif sur le revenu, un socle important de droits des salariés, etc. Mais sa vision d'une transformation démocratique, pays par pays, est aujourd'hui périmée : c'est

la leçon qui n'a pas été tirée de 1983 !

La mondialisation libérale engendre à nouveau partout un accroissement incroyable des inégalités. Chez nous, elle a apporté du chômage ; dans les pays « émergents » où elle crée des emplois, les conditions de travail sont celles de l'Europe du XIX^e siècle ; dans les pays les plus pauvres, les ruraux sont amenés à quitter leurs terres et s'entassent dans des bidonvilles inacceptables !



Cap Finistère : Les institutions internationales peuvent-elles promouvoir la mondialisation régulée que tu appelles de tes vœux ?

Gérard Fuchs : Deux fois oui et un exemple. Je suis convaincu que s'il était possible d'organiser un vote à bulletin secret dans une réunion du G20 (qui « pèse » 90% de l'économie mondiale) sur la question « Acceptez-vous d'instaurer pour les Firmes Multinationales un impôt minimal de 10% sur leur bénéfice mondial ? », il y aurait une unanimité de Oui : la crise de 2008 a conduit tous ces pays à un niveau d'endettement insupportable ! Et si de plus l'argent collecté était partagé au prorata du nombre de salariés des multinationales de chaque pays, chacun serait gagnant. La France, par exemple, aurait davantage de moyens pour développer ses services publics en difficulté.

Mais pour en arriver là, il faut une mobilisation des partis progressistes, des syndicats, des ONG internationales qui se battent pour un monde meilleur dans tous les domaines ; il faut protéger davantage les « lanceurs d'alerte » dont l'action doit être considérée comme un devoir et non un délit ! Contribuer à organiser un tel ensemble est pour moi l'un des grands défis que le Parti Socialiste doit contribuer à relever dans les années qui viennent !

Cap Finistère : Du passé faut-il faire table rase et reconstruire une nouvelle Internationale Socialiste ? Ou l'IS peut-elle être réformée ?

Gérard Fuchs : J'ai eu le privilège de participer à plusieurs congrès de l'IS. C'est toujours des moments inoubliables que de constater que, partout sur notre planète, il existe des militants qui se battent pour le respect de la dignité humaine. Mais nous avons besoin, pour demain, non d'un club mais d'une organisation qui définisse des objectifs politiques et une stratégie pour leur mise en œuvre. Nombreux sont les partis qui pensent ainsi : contribuons à lancer une discussion qui permettra le choix du chemin !

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1216 - Vendredi 16 février 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

